

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme, la question climatique et sur les efforts en faveur de la croissance économique, à Davos le 23 janvier 2015.

Je voudrais remercier le professeur SCHWAB de m'avoir invité ici dans ce Forum. Je m'associe à l'hommage qu'il a rendu au roi ABDALLAH et à la peine de l'Arabie Saoudite en ces instants. Mais je suis reconnaissant au professeur SCHWAB d'avoir rappelé les circonstances dans lesquelles j'interviens, aujourd'hui, au nom de mon pays.

La France a été frappée par une attaque terroriste pendant trois jours. Elle a fait face, avec dignité, avec unité, avec efficacité. Elle a aussi bénéficié d'une solidarité exceptionnelle, avec la présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement venant du monde entier et notamment de l'Europe qui a parfaitement compris de quoi il s'agissait. Au-delà de la France, c'est la liberté, c'est la démocratie, c'est la capacité à vivre ensemble, c'est le fondement même de nos sociétés qui ont été attaqués ! Je dois ici vous le dire nettement et franchement : tous les pays du monde sont susceptibles d'être touchés par le terrorisme. Beaucoup l'ont déjà été. D'autres craignent de l'être. Tous doivent s'y préparer.

Notre principal devoir, c'est la lucidité. Le terrorisme a une source qu'il convient d'abord de nommer : l'islamisme radical, c'est à dire l'idéologie meurtrière d'Al-Qaïda, de Daech, de Boko Haram et de tous ceux qui s'en réclament. Le terrorisme a des terrains sur lesquels il prospère : les conflits en Irak, en Syrie ou les crises au Yémen, dans le Sahel. Le terrorisme a aussi des moyens d'action puissants, comme il n'en a sans doute jamais déployés. Il se nourrit des trafics de toutes natures : trafics d'armes, de drogues, d'êtres humains. Il est alimenté par des flux financiers considérables, par le blanchiment d'argent, par la criminalité transnationale.

Le terrorisme utilise toutes les technologies, y compris celles qui peuvent faire la prospérité par l'échange de savoirs et l'information. Je veux parler d'Internet que le terrorisme utilise comme une arme : une arme d'endoctrinement, une arme de manipulation, une arme de confusion. Le terrorisme a aussi des liens avec nos sociétés. Il recrute dans nos pays, ceux que l'on appelle les « combattants étrangers ». Sur 40.000 terroristes que Daech mobilise, 10.000, c'est-à-dire le quart, sont étrangers au Moyen-Orient.

Lorsqu'un pays est frappé, la réponse est, bien sûr, l'unité nationale ! La France a fait face et a pris des mesures. Mais la réponse doit être globale, elle doit être internationale, elle doit être partagée. Partagée par les Etats et les gouvernements qui sont en première ligne, mais aussi par les entreprises, notamment les plus grandes, qui ont aussi à intervenir.

Mais je reviens d'abord sur ce qui relève des Etats et notamment de la France : apporter des solutions aux conflits qui n'ont que trop duré. Je pense à la Syrie, où une transition politique doit être trouvée et elle a été trop longtemps attendue. A l'Irak, où la France participe à une large coalition pour appuyer ceux qui font face en première ligne au terrorisme de Daech. A l'Afrique, où la France est présente et continuera à l'être, plus que jamais, pour apporter son aide aux pays qui connaissent le fléau du terrorisme. Je pense bien sûr au Sahel, mais je sais aussi ce qu'est la situation au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad, attaqués par Boko Haram. La France ne pourra pas tout faire ! La France ne pourra pas agir seule. Mais chaque fois qu'elle le pourra, elle le fera. pour montrer l'exemple.

le terrorisme, pour mentionner l'exemple.

Mais il faut appeler à la mobilisation la Communauté internationale. Chaque fois qu'on laisse un conflit ou une crise durer, le terrorisme s'en empare. Regardons ce qui se passe en Libye : suite à une intervention qui n'a pas été appuyée et accompagnée, l'unité de ce pays a volé en éclats et des groupes terroristes ont pu s'y installer durablement.

La France sera là, toujours là. La France, c'est un rayonnement international, ce sont des valeurs, ce sont des principes, c'est un idéal de liberté. Nous ne le gardons pas pour nous-mêmes, nous entendons le partager avec le monde entier. La France sera en avant-garde quand il est nécessaire de l'être, nous l'avons été en Afrique. La France appelle donc une nouvelle fois la Communauté internationale à être à la hauteur de la menace que nous rencontrons.

Pour la conjurer, il faut aussi lutter contre tous les trafics : la circulation des armes, les mouvements financiers. Là aussi, je pense que nous devons faire davantage. L'Europe devra prendre rapidement des décisions pour renforcer l'efficacité des contrôles aux frontières, pour identifier les terroristes, pour détecter leurs déplacements et les dangers qu'ils peuvent porter par eux-mêmes. Nous devons installer un registre des passagers aériens. C'est un grand programme qui doit être mis en place dans le respect de nos libertés.

Nous devons aussi, au niveau européen comme au niveau national, empêcher l'utilisation d'Internet à des fins de haine et de violence et informer davantage nos services pour les faire coopérer entre eux et investir dans la cyber-défense et la cyber-sécurité. Tout ce que fera la France, elle le fera pour elle-même, pour sa propre sécurité, certes et mais elle le fera aussi pour l'Europe et pour le monde.

Certes, c'est un investissement. Certes, cela coûte cher, à un moment où mon pays, comme d'autres, doit réduire ses déficits, maîtriser sa dépense, faire des réformes. Mais je considère que cet investissement est celui que la France doit porter, pour elle-même, pour l'Europe et pour le monde. On ne peut pas prétendre être une bonne Nation si l'on n'est pas capable de donner au monde ce qu'il attend de nous, c'est-à-dire de la France.

Et puis, il y a aussi des actions que nous devons mener, dans nos propres pays, contre ce qui alimente le terrorisme : les phénomènes sectaires et fondamentalistes et contre ce qui peut être un terreau : les ségrégations urbaines. D'où les efforts que nous devons déployer dans un contexte que je viens d'indiquer. Ils sont nécessaires pour la cohésion, pour la solidarité, pour la sécurité. Nous y mettrons encore des moyens.

D'où l'importance des politiques de croissance, pour créer les emplois nécessaires et des politiques de formation et de qualification pour permettre à la jeunesse d'avoir une perspective et un espoir. L'économie est une réponse contre la désespérance, la pauvreté et les risques d'instabilité et d'insécurité.

Ici, à Davos, en parlant d'économie, en parlant de croissance, en parlant d'innovation, en évoquant la confiance, vous devez servir aussi la sécurité, la stabilité, la solidarité. C'est une responsabilité commune. Je vous appelle donc, forces vives du monde, grands acteurs économiques, chefs des plus grandes entreprises de la planète, je vous appelle donc, pas simplement à la vigilance, mais à l'engagement.

Je m'adresse en particulier aux grandes entreprises du numérique, pour qu'elles puissent prendre leur part, identifier les contenus illégaux, les rendre inaccessibles et faire en sorte d'établir une forme de règle, parce que vous êtes aussi partie prenante de la régulation. J'appelle le système financier à couper les sources d'alimentation du terrorisme, à en terminer avec les paradis fiscaux, à lutter contre le blanchiment de l'argent. C'est notre intérêt commun. Ne laissez pas agir aujourd'hui une bête qui vous frappera aussi, le moment venu. Plus largement, je m'adresse à toutes les entreprises pour qu'elles apportent un appui au développement économique et social des Etats les plus fragiles.

Au nom de la solidarité, au nom aussi de la sécurité, j'en appelle également à vous pour conjurer une autre menace, celle qui pèse sur l'avenir même de notre planète. Nous devons lutter sans plus tarder contre le réchauffement climatique.

Vous avez rappelé, Monsieur le Président, que la France allait accueillir, à la fin de l'année, la Conférence sur le climat. Mais nous n'allons pas simplement accueillir une conférence ! Pas

simplement être les hôtes de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement et de milliers de participants ! Pas simplement pour faire des déclarations de principe ! Pas simplement pour livrer un constat ! Pas simplement pour nous fixer des rendez-vous ! A la Conférence sur le climat de Paris, il doit y avoir un accord, un accord global et contraignant, qui permette d'engager une véritable lutte contre le réchauffement climatique.

C'est le grand défi du XXIème siècle. Le temps est en effet révolu où l'Homme pouvait puiser de manière désinvolte, égoïste, dans des ressources considérées comme inépuisables. On le sait maintenant, la Terre n'est ni une marchandise, ni une rente. C'est un patrimoine, un patrimoine que nous avons en commun.

Les conséquences du réchauffement sont désormais entièrement connues. Ce ne sont plus des hypothèses, ce sont des certitudes : et si rien n'est fait, le scénario, c'est un réchauffement de quatre degrés Celsius d'ici la fin du siècle, alors qu'il faudrait rester au-dessous de deux degrés ! Nous en connaissons les conséquences : le niveau des océans pourrait augmenter par endroits, de plusieurs mètres ! Ce qui signifierait la disparition certaine de plusieurs Etats insulaires dans le Pacifique ou encore dans l'Océan indien, et des dégâts considérables sur le littoral de tous les continents. Sur les 25 villes qui, en 2015, dans le monde, comptent plus de dix millions d'habitants, 19 sont situées sur des côtes. Ce qui revient à dire que 200 millions de personnes sont directement menacées par le réchauffement climatique, avec toutes les conséquences économiques qu'un tel scénario peut évoquer.

Les réfugiés climatiques, nous connaissons déjà les réfugiés des guerres et des crises, j'évoquais la Syrie à l'instant. Les réfugiés climatiques sont plus nombreux aujourd'hui, que ceux liés aux conflits et aux crises. On en a compté plus de 20 millions. Là aussi, c'est une responsabilité morale ! C'est une responsabilité politique, parce que, à des crises mal réglées, peuvent s'ajouter d'autres conséquences dues au dérèglement climatique.

Mais je veux également éclairer une face plus confiante de notre avenir, la transition énergétique. C'est aussi une opportunité, c'est une capacité de croissance que nous pouvons maintenant développer. Nous avons devant nous, un monde qui change, un modèle qui s'efface, c'était celui du XXe siècle avec les énergies fossiles, principaux moteurs de la croissance.

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans l'après-carbone avec toutes les mutations qui vont être maintenant en cascade, mutations technologiques, mutations industrielles et dans tous les domaines, dans tous les secteurs : transports, construction, énergie, ville durable, mais aussi santé, alimentation, numérique, nouvelles technologies, c'est toute notre économie qui va changer si nous avons la volonté d'accélérer le temps, d'accélérer le cours de nos décisions. La lutte contre le dérèglement climatique est également un enjeu de solidarité. Les pays les plus touchés sont déjà les pays les plus vulnérables, comme s'il y avait une fatalité, qu'aux inégalités déjà insupportables, entre les productions et les revenus, s'ajoutait, hélas, l'accumulation des calamités sur les mêmes ! Et si nous ne parvenons pas à rassurer les pays les plus fragiles et les pays émergents, il n'y aura pas d'accord à la conférence de Paris. Il n'y aura véritablement de conclusion que, si les pays qui n'ont pas prélevé sur les ressources jusque-là du monde, de la planète, peuvent être rassurés quant à leur développement économique. C'est la raison pour laquelle je m'engagerai, personnellement, avec les chefs d'Etat et de gouvernement qui voudront bien s'associer et je sais qu'ils seront nombreux pour obtenir un résultat sur le financement de l'accord de Paris sur le climat.

C'est la question du fonds vert, ce fonds qui doit recueillir des capitaux pour permettre la transition énergétique des pays émergents et des pays les plus fragiles. 10 milliards d'euros ont été, jusque-là, collectés. Et nous savons que près de 100, sont nécessaires pour que nous puissions laisser penser qu'un accord est possible. Nous devons donc trouver près de 90 milliards d'euros d'ici le mois de juin. D'où peuvent-ils venir ? Des Etats sûrement, ça fait partie de leurs responsabilités et des institutions financières, oui, elles peuvent y participer mais également des grandes entreprises, des grandes sociétés de financement et de toutes les entreprises qui peuvent avoir conscience qu'en venant alimenter ce fonds, il pourra y avoir des opportunités d'investissement et de marché pour les années qui viennent. Là encore, chacun doit prendre ses

responsabilités : les Etats pour conclure l'accord qui est en négociation aujourd'hui et les pays qui doivent signer un engagement concret pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, mais également l'ensemble de la société et c'est ce qu'on appelle l'agenda des solutions, faire qu'à côté de cet accord, par pays sur les émissions de gaz à effet de serre, à côté de ce fonds vert qui doit être créé, il puisse y avoir cette mobilisation pour que nous préparions la croissance verte. La France, dans le cadre de la présidence de la conférence, veut que les entreprises puissent jouer un rôle majeur. Il y aura plusieurs rendez-vous, et vous y serez conviés. Nous voulons que les entreprises s'engagent, investissent, innover et préparent, avec nous, avec les Etats, avec les Organisations non gouvernementales, avec les sociétés, l'économie de demain. Ce sont les forces vives du monde qui doivent être les acteurs de la réussite de l'accord de Paris, et du mouvement qui doit s'engager contre le réchauffement climatique. C'est ce que j'appelle l'alliance de Paris pour le climat, et si je suis venu, ici à Davos, c'est pour vous inviter à participer à cette alliance. Des capitaux doivent s'investir, s'investir massivement dans l'économie verte. Aujourd'hui, c'est moins de 1% des portefeuilles traditionnels qui sont placés dans l'économie verte. Nous devons donc créer un nouveau marché, un marché de produits financiers, un marché d'obligations, d'obligations vertes à l'échelle du monde, ça veut dire là où il peut y avoir d'un côté, des capitaux prêts à s'investir et de l'autre déjà, des opportunités pour créer une nouvelle économie. Nous y parviendrons que s'il y a là aussi, des signaux qui sont envoyés au marché et donc, un prix prévisible du carbone.

C'est la condition indispensable, pour que les entreprises puissent planifier avec sécurité leurs investissements dans le temps. Ce dont nous souffrons le plus dans cette période, celle que nous traversons, c'est la volatilité, l'instabilité, l'incertitude, dans le prix des matières premières, elle est également, dans la situation géopolitique du monde. Et quand il y a de l'incertitude, quand il y a de l'instabilité, quand il y a de l'insécurité, il n'y a pas d'investissement. Donc, ce que je suis venu ici plaider, c'est que nous avons besoin d'une vision claire sur le monde, de volonté également, pour lutter contre les menaces, les fléaux, les risques et de mobilisation pour y parvenir. Et c'est ainsi, que nous pourrions créer la confiance. Le prix du carbone, c'est un élément de cette visibilité qu'il convient de donner.

On me dira « mais la baisse du prix du pétrole peut empêcher qu'il y ait cette reconnaissance que les énergies fossiles vont progressivement disparaître dans les bilans énergétiques. » Je pense exactement l'inverse : la baisse du prix du pétrole, je ne sais pas encore ce qu'elle sera, même si nous savons que le prix du pétrole aura nécessairement un plancher, cette baisse du prix du pétrole crée une opportunité pour préparer et investir parce que précisément, nous pouvons utiliser cette marge qui nous est donnée, pour faire les investissements qui sont indispensables à la transition énergétique.

J'évoquais donc la capacité de nos économies à pouvoir faire face et je suis venu aussi à Davos pour vous dire que l'économie française se prépare à affronter, non pas le monde elle y est préparée depuis longtemps mais à regarder en face les conditions qui permettront à la France de tenir son rang, son rang au plan international, son rang au plan technologique et industriel. Nous sommes devant cette évidence, qu'il y a aujourd'hui une croissance trop faible, même si elle n'est pas au même niveau partout dans le monde, et un chômage trop élevé notamment dans la zone euro.

Nous savons bien que ce qui, aujourd'hui, affaiblit les potentialités de croissance, ce sont les doutes qui sont liés notamment à l'Europe, les tensions géopolitiques. J'évoquais le Moyen-Orient, je pense également à l'Ukraine, parce que ça crée non seulement une inquiétude sur le plan humanitaire quand, chaque jour, il y a des morts aux frontières de l'Europe, mais aussi un risque majeur d'instabilité, et les sanctions s'ajoutant à des embargos, les embargos eux-mêmes, créant des difficultés commerciales au-delà même de l'Ukraine. Et puis, il y a cette instabilité financière.

Alors, le monde doit également agir, le G20 a pris de bonnes dispositions, notamment en plaidant pour une croissance plus forte, pour une meilleure coordination des politiques économiques, pour une meilleure régulation des flux financiers, pour une lutte plus efficace contre l'évasion fiscale, contre les paradis fiscaux, contre l'optimisation fiscale. Moi, je veux saluer ces

l'éducation, contre les paradis fiscaux, contre l'optimisation fiscale. Non, je veux saluer ces efforts et même ces résultats, parce qu'ils prouvent que le monde est capable de se réguler. J'en vois les insuffisances : il y a encore une finance qui est trop grise, il y a encore des mouvements de capitaux qui ne sont pas nécessairement bien régulés et il y a encore des pays qui se sont organisés pour accueillir, de manière dérogatoire au droit fiscal international, un certain nombre de placements, faussant d'ailleurs la concurrence. Mais je vois aussi tous les progrès.

Le risque le plus grand à l'échelle du monde, c'est celui des inégalités : inégalités entre les pays avec ce que ça peut générer de frustrations, de colère, d'impatience, inégalités à l'intérieur même de chacun de nos pays, avec ce que ça peut avoir comme risque de tension. Et donc là aussi, le monde doit penser qu'il a sa responsabilité, et que la lutte contre les inégalités peut être également un facteur de croissance. Comment parvenir à des résultats ? Par l'éducation, par la formation, par la qualification et c'est pourquoi j'appelle encore ici, à ce que de grands investissements, le numérique peut y aider, puissent être réalisés en matière d'éducation partout, dans tous nos pays et notamment dans les pays les plus vulnérables.

L'Europe, l'Europe a fait aussi sa part de chemin et elle a maîtrisé sa crise des dettes souveraines et elle a su préserver l'euro et elle a mis en place une union bancaire qui fait que désormais, ce n'est plus vers le contribuable que l'on se tourne pour régler d'éventuelles faillites bancaires. Mais aujourd'hui, c'est la croissance qui doit être la priorité, avec des réformes structurelles qui doivent être menées pour la compétitivité, pour la productivité, pour l'innovation, et la France prend là encore, des décisions importantes dans cette direction. L'Europe doit accompagner ce mouvement et je veux ici, saluer à la fois la décision de la Commission européenne de lancer un grand plan d'investissement (plus de 315 milliards d'euros), plan auquel les Etats peuvent également apporter leur propre contribution. Je veux aussi souligner avec le respect qui est dû à son indépendance, la décision de la Banque centrale européenne. Parce que c'était une mesure importante, attendue, qui a été décidée et pour une période longue, d'injecter de nouvelles liquidités. La Banque centrale a dû agir dans cette direction parce qu'elle avait atteint un plancher d'inflation. Quand l'inflation est nulle, il y a un rôle pour la mise à disposition de liquidités pour l'économie, sans craindre donc, des dérèglements et en favorisant la croissance.

Le premier effet de cette décision je ne parle pas de ce que les marchés ont eu comme réaction, je parle des prochaines conséquences sur l'économie réelle, c'est de pouvoir orienter l'épargne, les financements, les liquidités vers les entreprises, vers les investisseurs et moins vers les Etats. Et ainsi, de privilégier tout ce qui pourrait être financement des entreprises plutôt que les emprunts d'Etat. C'est un choix important qu'a fait l'Europe de se tourner résolument vers l'avenir, une fois que les comptes avaient été assainis même s'il y a encore à faire, une fois que les réformes avaient été engagées, même s'il y a encore à faire, de pouvoir créer le meilleur environnement.

Les décisions, notamment de la Banque centrale européenne, ne doivent pas pour autant nous conduire à différer les réformes, en tout cas celles que nous avons engagées en France. Au contraire, je considère que ces décisions prises par la Banque centrale européenne, nous obligent à faire preuve de plus d'audace pour lever les freins à la croissance et à la création d'emplois. La France agira dans trois directions : plus de compétitivité d'abord. C'est l'application du pacte de responsabilité que j'avais présenté il y a un an, et qui maintenant, entre en vigueur. Ça représente 40 milliards d'euros de baisse de charges et d'impôts pour les entreprises, c'est aussi des simplifications importantes qui sont apportées au fonctionnement de l'économie et c'est enfin une visibilité qui est donnée aux acteurs et aux investisseurs.

Parallèlement, la formation professionnelle a été réformée en France, notamment pour permettre que les fonds qui y sont consacrés, soient davantage tournés vers les chômeurs. Il y a eu aussi une réforme du marché du travail qui a permis là encore, d'adapter notre économie à la réalité tout en sécurisant les salariés. Nous avons favorisé l'apprentissage et aujourd'hui, nous sommes engagés dans une nouvelle réforme, en débat au Parlement, avec plus de souplesse pour le travail, avec la réduction de délais contentieux pour les conflits sur le marché du travail, et avec l'ouverture de plusieurs secteurs économiques importants à la concurrence. Parce que la France a conscience de ses atouts vous les connaissez, je n'en ferai pas ici la liste, ce serait trop long mais

elle a conscience aussi de ses limites ou de ses handicaps. Alors, nous agissons et nous agissons notamment pour être et rester, un grand pays innovant. La France dispose d'une haute technologie, d'un appareil de formation qui permet de livrer de nombreux talents au monde entier. L'innovation, c'est la clé de tout. Nous avons introduit un mécanisme fiscal en France, le crédit impôt recherche qui est sans doute le plus puissant du monde pour inciter à l'investissement en recherche et en développement. Nous avons fait le choix de privilégier trois grandes filières industrielles autour de la transition énergétique, de l'économie du vivant et du numérique. Et nous avons retenu tous les plans industriels qui pouvaient se raccrocher à ces objectifs-là parce que pour nous, c'est l'avenir de l'économie mondiale.

Nous engrangeons les premiers résultats. La France était cette année la première nation représentée dans le classement des start-up au monde. Nous avons des start-up qui sont en très forte croissance, les plus nombreuses au monde, mais nous sommes conscients que nous devons faire un effort d'attractivité et d'exportation, les deux vont de pair. Nous devons être plus attractifs et plus exportateurs, ça veut dire plus productifs. Déjà, 20 000 entreprises étrangères sont installées en France et deux millions de nos compatriotes travaillent pour ces entreprises, et nous avons voulu depuis ces derniers mois améliorer le régime fiscal de ceux que l'on appelle justement les « impatriés », ceux qui viennent travailler en France. Des engagements ont été pris pour assurer la sécurité des investissements qui se font en France et je salue d'ailleurs ici tous ceux qui ont fait ce choix d'investir en France, qui ont confiance dans la France.

Mais la France leur doit de la clarté dans ses décisions et de la stabilité dans ses choix. C'est la raison pour laquelle nous faisons en sorte qu'il n'y ait aucune rétroactivité fiscale. Et nous avons introduit des mécanismes qu'on appelle « le rescrit fiscal », qui garantissent à tous les investisseurs la garantie des prélèvements qui leur seront opposés. Nous avons créé une agence ça ne suffit pas pour attirer, mais c'est la condition, Business France, pour attirer encore davantage d'investissements dans notre pays. Et cette agence est à disposition de tous les entrepreneurs qui voudront localiser leurs activités en France.

En même temps que nous laissons les investissements étrangers venir en France, nous investissons massivement à l'étranger, parce que nous voulons redevenir une grande nation exportatrice, et donc nous devons tourner beaucoup plus de nos entreprises vers les marchés mondiaux.

Je l'évoquais, vous attendez beaucoup de la France et vous avez raison. Pour qu'elle fasse les choix nécessaires sur le plan de la sécurité, et puis pour qu'elle participe à la prévention des risques, à la lutte contre les menaces. Vous avez regardé la France ces derniers jours. Vous l'avez vue se rassembler et vous avez vu le peuple fier de défendre ses valeurs et vous avez été sans doute frappés par la dignité de tous ces manifestants qui venaient dire tout simplement qu'ils n'avaient pas peur, qu'ils avaient confiance dans leur pays, qu'ils étaient fiers de ce qu'ils sont dans toute leur diversité.

Vous avez vu qu'en France, toutes les religions ont leur place, que nous ne pouvons pas accepter en France, parce que nous sommes la France, qu'il y ait des actes antisémites, qu'il y ait des juifs qui soient tués parce qu'ils sont juifs. Vous avez vu aussi que nous ne pouvons pas accepter qu'il puisse y avoir des actes antimusulmans, et nous avons pris toutes les dispositions pour qu'il y puisse y avoir une protection de tous nos compatriotes. Vous avez vu qu'en France il y avait cette mobilisation autour de l'école, parce que c'est là le lieu sacré où les savoirs, les connaissances, les règles en commun doivent être transmises.

Vous avez exprimé votre solidarité à l'égard de la France et j'y ai été très sensible. Il n'y a pas plus grande fierté pour le Président de la République française, que de voir le monde tourner son regard vers un pays qui est meurtri, mais qui en même temps est debout. J'ai été très sensible, je vous l'ai dit, à la présence de tant de chefs d'Etat, de gouvernement à cette manifestation. Je me suis dit qu'il n'y avait qu'en France où on pouvait organiser une manifestation de chefs d'Etat dans la rue, et voir la population les applaudir.

Oui, il y a eu en France plus de quatre millions de personnes qui sont venues défiler. Non pas contre, mais pour ! Pour que nous puissions être utiles au monde. Pour que la France soit utile au

monde, il faut qu'elle reste ce qu'elle est, et elle l'a montré. Il faut qu'elle soit toujours capable de promouvoir son idéal, de défendre ses valeurs, de participer, je l'ai dit, à la recherche de la paix et de la sécurité dans le monde.

Et en même temps, la France doit être une grande puissance économique. Parce qu'il n'y a pas de puissance politique s'il n'y a pas une puissance économique. Il n'y a pas de capacité à porter un grand message s'il n'y a pas des forces économiques qui permettent d'avoir cette indépendance, cette capacité et cette reconnaissance. Et c'est la raison pour laquelle je plaide pour que l'économie puisse être aussi regardée comme un élément de sécurité. Et c'est la raison pour laquelle je vous appelle à réfléchir sur cette évidence, qu'il n'y aura pas de prospérité s'il n'y a pas de sécurité. Et donc nos intérêts sont communs, à la condition que, les uns et les autres, nous prenions nos responsabilités.

L'économie n'est pas simplement faite pour la création de richesses, mais aussi pour la répartition. L'économie doit être organisée, régulée. L'économie doit porter de la croissance, donc de l'espérance ! Voilà ce que vous avez à faire. Et nous, Etats, et notamment le mien, nous devons faciliter les échanges, ouvrir les marchés, être capables de développer les investissements. Et en même temps faire en sorte que nous puissions regarder dans le long terme avec des investissements qui n'ont pas forcément la rentabilité d'aujourd'hui mais qui assureront la rentabilité de demain, et je pense notamment à la transition énergétique.

Voilà, Monsieur le Président, mon message de Davos. Il y a des moments dans l'Histoire où les défis globaux appellent des réponses courageuses. Il y a des périodes dans l'Histoire où, entre le meilleur et le pire, entre le bien et le mal, tout peut se jouer, tout peut basculer dans un sens ou dans un autre. Dans la guerre contre le terrorisme, dans la lutte contre le réchauffement climatique, dans la réduction des inégalités à l'échelle planétaire, beaucoup dépendra des Etats, mais aussi de vous, des acteurs économiques de première importance. Ce qui vous est demandé est ce que vous exigez vous-mêmes, à juste raison, de vos gouvernements : de l'audace, de la constance, de l'ambition, une vision à long terme.

Mesdames et Messieurs, ce moment est arrivé. Nous sommes solidaires. Nous devons tous prendre nos responsabilités. Nous devons décider, choisir, investir, innover et en même temps, être capables de régler les grandes questions de la planète. Et nous n'avons qu'un seul but : la sécurité, le développement et la solidarité. C'est-à-dire une seule mission : sauvegarder, protéger et transmettre la planète. Merci.